

La grande surprise des récentes élections

Posté le : 25 novembre 2016 16:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique

Le charme des élections est le nettoyage des mentalités qu'elles permettent. Des époques se ferment, d'autres naissent.

L'élection de Trump traduit de façon sévère la déception économique et sociale d'une globalisation où le bénéfice des grands groupes mondialisés, dégagés de toutes entraves, s'accompagne d'une stagnation redoutable dans les pays développés. Perfectionner à l'infini les trois libertés de mouvements de capitaux, de marchandises et de personnes, vocation que se sont attribuée de multiples organisations internationales et différents groupements d'élites qui se considèrent transnationaux par intérêt et par philosophie, n'est plus le mantra des peuples.

Le Brexit marque la volonté populaire des Anglais de ne plus voir le pays envahi par des hordes d'étrangers et de retrouver sa souveraineté sur les questions d'organisation de la société. Le Royaume-Uni, théoriquement le grand vainqueur de la mondialisation financière, ne trouve pas son compte dans l'exclusif succès de la City, surtout quand il se traduit par des pertes abyssales et une montée sans précédent du chômage, des dettes et des impôts.

La remarquable percée de François Fillon, grande surprise des primaires pour ceux qui ne veulent rien voir, dans un autre genre, marque la fin de la complaisance de la droite pour une gauche, dont l'assujettissement au marxisme-léninisme s'étiole sans fin depuis la chute de l'URSS, et dont la nécessité politique a disparu depuis qu'elle a abandonné sans vergogne les classes populaires. L'énarchie compassionnelle marquée par l'étatisme envahissant, la complaisance vis-à-vis des fonctionnaires et de leurs syndicats, la fiscalité confiscatoire, s'est mariée trop longtemps avec un "sociétalisme pour bobos post-soixante-huitards", venu des Etats-Unis. Appuyé sur des slogans creux, le "politiquement correct de l'altérité", avec la glorification de l'autre, censé porter toutes les vertus, et la culpabilisation du cœur de la nation, considéré comme un ramassis de "beaufs moisis", a fini par faire sombrer la nation dans le chômage de masse, le remplacement de la population, un niveau de dettes insupportables, l'exil des entrepreneurs et des familles aisées et le développement de hordes de personnels à statut dont le poids est devenu insupportable.

Le choix final de la "primaire de la droite et du centre" tranchera la question de savoir si la droite persiste dans sa soumission au politiquement correct gauchiste et sa complaisance vis-à-vis de la haute fonction publique, transpartisane, arquée sur ses propres privilèges extravagants et prête à tous les compromis sur le dos de la nation pour conserver lesdits privilèges.

Peut-on encore accepter qu'une caste administrative se soit approprié le champ du politique, multipliant les conflits d'intérêts, en cherchant sa survie dans le discours politiquement correct, les cadeaux au peuple et la fiscalité confiscatoire ? la France a globalement choisi pendant quarante ans de financer par la dette une extension démentielle des effectifs publics. Nous avons montré ici que la situation française s'apparente à celle de la Grèce avec les mêmes effets. Et un risque pour l'énorme masse des fonctionnaires de se retrouver en première ligne en cas de hausse des taux d'intérêt. Les retraités grecs de la fonction publique ont subi deux réductions successives de près de quarante pour cent de leurs retraites. Les écoles et les hôpitaux ont cessé d'être approvisionnés. Quand un état n'a plus d'argent, il n'a plus d'argent et les premiers à souffrir sont les fonctionnaires.

Qui peut douter que nous nous rapprochons tous les jours de la falaise grecque ?

Il est donc tout à fait normal que l'arbitrage se fasse à droite autour de la question en apparence "comptable" des effectifs rémunérés exclusivement par l'état. Il faut ajouter aux effectifs sous statuts des fonctions publiques, les contractuels et surtout les innombrables employés des associations qui se sont substituées à la fonction publique pour exécuter des politiques publiques.

La croissance des effectifs salariés des associations a été longtemps supérieure à celle des fonctionnaires proprement dits. On parle d'un recrutement sur 20 ans de plus de 1 200 000 personnes.

Ce phénomène se voit bien quand on regarde le cas de Paris : 55 000 fonctionnaires plus 20 000 salariés d'associations entièrement financés par la Ville. 75 000 personnes pour gérer une ville de 2 000,000 d'habitants, alors que Tokyo se contente de 12 000 employés municipaux pour 12 000 000 d'habitants. Et Paris est devenu une porcherie repoussante, sans autre attractivité qu'un tourisme qui se dérobe du fait des attentats et de l'état lamentable de la ville.

Plus généralement, l'emploi nouveau se concentre sur les lieux de retraite agréables d'un côté, et les grandes villes universitaires de l'autre. Certaines villes de province ne vivent plus que des activités financées par l'argent public. Limoges et surtout Vienne, visitée récemment, sont typiques d'une évolution extrêmement dangereuse. Si l'Etat fait face, comme en Grèce à une asphyxie financière, ces villes seront étranglées. Et, on en trouve désormais des dizaines.

Il est normal que le conflit entre Fillon et Juppé se cristallise sur la question des effectifs de la fonction publique. Fillon devrait profiter du ralliement de Bruno Le Maire pour annoncer dès aujourd'hui la séparation de la politique et de la haute fonction publique en proposant comme nous le demandons depuis 20 ans que nul ne puisse recevoir deux rémunérations de l'Etat et qu'on ne puisse pas être élu dans une assemblée qui fixe votre rémunération et vos conditions d'emplois. L'intégration de la fonction publique dans la sécurité sociale normale est indispensable. On sait que les hauts fonctionnaires ont commencé sous Pétain à construire un système pour les autres en évitant soigneusement d'en faire partie. Il faut ajouter la suppression du statut d'emploi à vie, sauf pour des catégories très spéciales de hauts fonctionnaires dont l'emploi doit être protégé des alternances brutales, en gros la catégorie A + . Dans ce moignon résiduel, il faut réduire drastiquement le nombre des statuts différents. On doit également empêcher la cogestion des ministères par les syndicats qui n'ont strictement aucune raison de définir les politiques publiques. Le droit de grève doit disparaître dans les fonctions publiques, comme cela se fait partout ailleurs. On ne peut pas à la fois donner des statuts protecteurs à des personnes à qui on confie l'Etat et leur permettre de se retourner contre l'Etat.

À partir de ce socle, il deviendrait possible de réduire le périmètre de l'Etat à des politiques publiques essentielles.

On sait que pour Juppé, qui était en communion totale d'idée avec Rocard, un tel programme est intolérable. Mais il a tort de le dire impossible. L'attrition des effectifs sous contrats d'état peut concerner plus d'un million d'équivalents temps plein. Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, permet, joint à une augmentation du temps de travail et à un allongement de l'âge de la retraite, d'atteindre l'objectif de réduction globale du nombre de personnes intégralement payées par l'Etat tout en assurant le nécessaire rajeunissement de la pyramide des âges de la fonction publique. Bien sûr ce sont des chiffres globaux. La pyramide des âges n'est pas la même dans toutes les parties de l'appareil d'Etat. Certains secteurs doivent être poussés d'autres réduits plus brutalement.

Cette politique est difficile, parce que la hausse de la durée de travail va entraîner des coûts à court terme élevés. Mais on oublie de dire qu'un poste de salarié à vie du secteur public implique aujourd'hui le paiement d'une retraite d'en moyenne 25 ans. 500 000 emplois publics en moins, c'est la possibilité de payer 500 000 personnes pendant 25 ans avec le même budget étatique. Comme la

dette des retraites d'Etat n'est jamais évaluée et publiée officiellement, le grand public ne comprend pas que le recrutement de 2 000 000 de personnes sous contrat public a eu des effets monstrueux sur l'emploi non public, la croissance et l'endettement. Il vaut mieux avoir cinq millions de fonctionnaires travaillant un peu plus que cinq millions cinq cent mille. C'est meilleur pour la dette, c'est meilleur pour l'emploi, c'est meilleur pour la productivité globale, c'est meilleur pour le pouvoir d'achat, c'est meilleur pour réduire la pression fiscale, c'est meilleur pour la rémunération des fonctionnaires et leur avenir professionnel

Le pays peut-il continuer à être dirigée par un haut fonctionnaire lorsqu'on sait qu'il faut absolument corriger les effets pervers délétères de quarante années d'énarchie compassionnelle ?

Une fois ce problème tranché, il faudra s'attaquer aux deux grandes questions totalement absentes du débat en cours.

La première est le rôle de l'Euro dans la déréliction française. Ce sera le combat du second tour de la présidentielle. Il ne pourra pas être escamoté. Faut-il comme le disent Mme Le Pen et M. Dupont Aignan, sortir de l'Euro ? Ou peut-on se contenter de réformes plus ou moins profondes de la gestion de la zone Euro ? On trouve là un champ de réflexions considérable. Il va bien falloir en parler au fond. Le "Hourra Euro !", c'est fini.

La seconde est le rôle du système monétaire international dans la crise à un moment où les Etats-Unis prétendent avec Trump faire marcher ses alliés à la baguette et remettent eux-mêmes en cause les bases du système actuel. Il est compréhensible que les primaires de la droite et du centre aient escamoté la question. Il va bien falloir, volens nolens, qu'elle se retrouve au centre de l'agora à un moment ou à un autre.